

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET, Coralie MANTION, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, François VASQUEZ

**Aménagement des espaces publics - Convention relative au versement d'un fonds
de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation
de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, au titre de ses compétences, des opérations liées à l'aménagement des espaces publics en vue d'une ville apaisée. Ces opérations contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la Ville de Montpellier et participent au développement et à l'aménagement de son territoire. Dans ce cadre, la Ville de Montpellier souhaite encourager et soutenir les opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture, menées par la Métropole sur son territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole prévoit, par sa programmation pluriannuelle des investissements (PPI), d'investir 983M€ sur les mobilités douces et alternatives.

La Ville souhaite s'engager par l'attribution d'un fonds de concours global de 100M€ pour la ville apaisée. Ce fonds de concours sera affecté annuellement sur la base du programme d'investissement prévu au budget de la Métropole. Pour 2024, la Ville souhaite contribuer à hauteur de 25M€ à l'opération de création de la ligne 5 de tramway ainsi qu'à l'opération Cœur de Métropole, sur le territoire de la ville de Montpellier.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, un fonds de concours peut être versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil municipal et du Conseil de Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant du fonds de concours 2024, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations (poursuite de la réalisation de la ligne 5 de tramway, aménagements des espaces publics et réseaux afférents, acquisition de matériel roulant mais aussi opération Cœur de Métropole) telles que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 25 000 000€.

Il se décompose comme suit :

Opérations	BUDGET 2024	Montant HT	Montant du fonds de concours
Opérations liées à la L5 de tramway	178 201 818,00€	148 501 515,00€	19 000 000,00€
Cœur de Métropole	16 197 000,00€	13 497 500,00€	6 000 000,00€
Total	194 398 818,00 €	161 999 015,00€	25 000 000,00€

Le montant du fonds de concours sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement d'un fonds de concours, à Montpellier Méditerranée Métropole, d'un montant prévisionnel de 25 000 000 €, pour la réalisation des opérations définies ci-dessus,
- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention FDC 2024OK3.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-265658-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Convention de Fonds de Concours entre la commune de

MONTPELLIER

Et

MONTPELLIER MEDITERRANNEE METROPOLE

**Pour le programme d'opérations liées au développement des
mobilités alternatives à la voiture, mené par la Métropole**

Convention de fonds de concours

Entre

La commune de Montpellier, représentée par Monsieur **Michaël DELAFOSSE**, Maire, dûment habilité à signer par délibération n°V2022-034 du Conseil Municipal en date du 1^{er} février 2022,

Ci-après dénommée **la Commune**

D'une part,

Et

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par Madame **Julie FRÊCHE**, vice-présidente de la métropole déléguée au transport et aux mobilités actives, dûment habilitée à signer par délibération n°M2022-127 du Conseil de Métropole en date du 22 mars 2022,

Ci-après dénommée **la Métropole**

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, au titre de ses compétences, des opérations liées à l'aménagement des espaces publics en vue d'une ville apaisée. Ces opérations contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la ville de Montpellier et participent au développement et à l'aménagement de son territoire.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier souhaite encourager et soutenir les opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture, menées par la Métropole sur son territoire et ainsi contribuer au total à hauteur de 100M€ au programme d'opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture, mené par la Métropole.

Pour 2024, la Ville souhaite contribuer à hauteur de 25M€ à ces opérations, sur le territoire de la ville de Montpellier.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière de la Commune à la réalisation des travaux exécutés sous la maîtrise d'ouvrage métropolitaine selon un programme et une estimation du coût financier prévisionnel déterminés par la Métropole, dans le cadre de ses compétences.

Article 2 – Régime juridique

La présente convention définit les modalités de mise en œuvre du fonds de concours, après approbations concordantes du conseil municipal de la Commune et du conseil de la Métropole, en application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 – Montant du fonds de concours

3.1 : La Commune souhaite participer en 2024 au programme d'opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture, par le versement à la Métropole de la somme ci-dessous :

- 25 000 000,00 € pour le programme d'opérations liées au développement des mobilités alternatives à la voiture (poursuite de la réalisation du réseau de tramway, aménagements des espaces publics et réseaux afférents, acquisition de matériel roulant, mais aussi opération Cœur de Métropole) estimée en 2024 à 161 999 015€ HT, soit 15,43% du montant HT du projet en 2024;

3.2 : Ce fond de concours sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial indiqué à l'article 3.1 de la présente convention.

3.3 : Il est précisé qu'en cas de survenance de sujétions techniques imprévues, au sens de la jurisprudence, la réévaluation à la hausse du fonds de concours ne pourra pas être limitée dans son montant et correspondra pour la commune à 15,43% du surcoût constaté.

Article 4 – Modalités de versement

4.1 : La Commune s'engage à verser à la Métropole la somme de 25 000 000,00 € correspondant à 15,43% du montant total des investissements HT réalisés.

A la demande de la Métropole, les acomptes seront versés par la Commune, sur la base d'une situation intermédiaire des prestations et/ou travaux payés. Les acomptes sollicités seront calculés au prorata des prestations et/ou travaux exécutés.

4.2 : Les demandes de paiement accompagnées des justificatifs prévus conformément à l'usage (état des mandatements certifié par le trésorier municipal) seront transmises à la Commune.

4.3 : Il est rappelé que ces participations seront réévaluées à la hausse ou à la baisse, en fonction du coût définitif des opérations dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente convention, et donnera lieu à ce titre à un versement supplémentaire de la Commune à la Métropole ou d'un remboursement de la Métropole à la Commune.

Article 5 – Engagement de la Commune

L'acceptation de la présente convention par la Commune l'engage à ne pas remettre en cause sa participation financière.

Article 6 – Engagement de la Métropole

6.1 : La Métropole déclare accepter le versement du fonds de concours par la Commune, dans les conditions définies dans la présente convention, et s'engage à tout mettre en œuvre pour réaliser l'opération objet de la présente.

6.2 : La non-réalisation des prestations et/ou travaux objets de la présente par la Métropole pour des motifs d'intérêt général et/ou des causes extérieures aux parties et imprévisibles au jour de la conclusion de la présente, entraînera l'application des dispositions inscrites à l'article 8 de la présente convention.

6.3 : La Métropole s'engage à justifier, à tout moment auprès de la Commune, de l'utilisation des fonds constitutifs de sa participation financière.

Article 7– Information de la Commune

7.1 : A sa demande, la Commune se verra remettre les documents techniques de programmation de l'opération de travaux.

Il est rappelé que le montant de la participation financière n'a qu'un caractère prévisionnel conformément à l'article 3 de la présente convention.

7.2 : A sa demande, la Commune pourra assister à toutes les réunions de chantier auxquelles elle jugera sa présence utile.

Article 8 – Clause résolutoire

8.1 : La Commune affirme, à titre de clause essentielle et déterminante de son engagement que la présente convention est acceptée sous la condition résolutoire de la réalisation par le Métropole de l'opération mentionnée à l'article 1^{er} de la présente convention.

8.2 : En cas de non-réalisation de l'opération projetée, le versement du fond de concours devient sans objet sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure préalable.

Article 9 – Domanialité publique

Les ouvrages et/ou immeubles issus des travaux objet de la présente convention seront incorporés, après réception, dans le domaine public de la Métropole.

Article 10 – Litiges – Election de domicile

10.1 : Pour l'exécution des présentes et de ses suites, la Métropole élit domicile 50 Place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2, et la Commune en sa mairie, 1 Place Georges FRÊCHE – 34267 Montpellier cedex 2.

10.2 : Tout changement de domiciliation ne sera opposable à l'autre partie que quinze jours calendaires après réception d'une notification par lettre recommandée de l'une ou l'autre des parties et à défaut, il est expressément convenu que toute délivrance sera valablement faite si elle l'a été au domicile susvisé.

10.3 : En cas de litige survenant dans l'application des présentes, les parties soussignées attribuent compétence au tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le
(en deux exemplaires originaux)

Pour la commune de Montpellier,

Le Maire,

Michaël DELAFOSSE

**Pour Montpellier Méditerranée
Métropole,**

**La Vice –Présidente déléguée au
transport et aux mobilités actives,**

Julie FRÊCHE